



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

police et gendarmerie

Question au Gouvernement n° 4631

Texte de la question

ENQUÊTE SUR L'AGRESSION DE POLICIERS À VIRY-CHÂTILLON

M. le président. La parole est à M. Michel Pouzol, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Michel Pouzol. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur. Le 8 octobre dernier, des individus armés de cocktails Molotov ont attaqué un véhicule de policiers à Viry-Châtillon, en Essonne. Deux agents ont été grièvement blessés dans ce qui s'apparente à une tentative d'assassinat. Permettez que mes premières pensées soient pour eux et leurs familles.

Le Gouvernement, à cette occasion, a une nouvelle fois pris ses responsabilités en faisant rapidement des annonces fortes, notamment sur la mise à disposition de blindage « anti-caillassage » pour les voitures de police en zone sensible ainsi que d'uniformes résistants au feu.

Sans minimiser en rien ce drame, je souhaite toutefois rappeler que nous n'avons pas l'indignation sélective. De même que nous ne tolérons pas les violences policières subies par le jeune Théo à Aulnay-sous-Bois – je partage totalement l'émotion de mon collègue Daniel Goldberg –, nous ne tolérons pas non plus les violences à l'encontre des policiers.

Il ne s'agit pas ici de renvoyer dos à dos ces deux événements tragiques, mais bien de dénoncer l'attitude choquante de certains politiciens, qui viennent aujourd'hui même dans des commissariats de l'Essonne pour instrumentaliser la colère liée à ces drames. Je veux rappeler que si nous sommes unis pour condamner ces actes barbares, nous ne laisserons pas Marine Le Pen s'en servir pour sa campagne présidentielle !
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)

La France a besoin de sa police, d'une police exemplaire, mais aussi d'une police respectée : ces deux dernières années nous l'ont particulièrement démontré. Cela étant, le malaise entre policiers et population, notamment dans les quartiers populaires, ne cesse de s'accroître.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous informer sur l'avancée de l'enquête liée à cette tentative d'assassinat de Viry-Châtillon, ainsi que les mesures mises en œuvre pour répondre à ce malaise grandissant entre police et population ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je condamne à nouveau la tentative d'assassinat du 8 octobre dernier contre quatre fonctionnaires. Au nom du Gouvernement et, singulièrement, au nom de Bernard Cazeneuve – alors ministre de l'intérieur, il s'est chaque jour préoccupé des policiers présents dans

cette voiture, qui ont été gravement brûlés –, je veux renouveler à chacun, et particulièrement à l'un d'entre eux, tous mes vœux de prompt rétablissement.

Cela étant, le temps médiatique n'est pas celui de l'enquête : l'on demande des résultats dans les heures qui suivent, alors qu'il est nécessaire de mener des enquêtes très fines et des procédures afin de déferer et ensuite punir les auteurs de cette tentative d'assassinat.

Le 17 janvier dernier, il a été procédé à l'arrestation de onze individus suspectés d'avoir participé à cette agression. À l'issue des gardes à vue prolongées, sept d'entre eux ont été mis en examen puis placés en détention provisoire. Les 30 janvier et 2 février derniers, deux autres suspects ont été placés en garde à vue, puis mis en examen et placés en détention provisoire. Enfin, le 6 février 2017, une nouvelle opération d'interpellation a été mise en place, engageant 100 policiers de la sûreté départementale de votre département, l'Essonne, des investigateurs en cybercriminalité et la compagnie républicaine de sécurité CRS 37 : six nouveaux suspects ont été interpellés et placés en garde à vue. Je tiens à féliciter les enquêteurs de la sûreté départementale et de la direction départementale de la sécurité publique de l'Essonne, ainsi que la CRS 37.

Aucun crime, quel qu'il soit, contre qui que ce soit, ne restera impuni. Il faut laisser aux enquêteurs le temps de mener leurs procédures ; j'ai grande confiance dans le travail qu'ils accomplissent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Pouzol](#)

Circonscription : Essonne (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4631

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 février 2017](#)